

32206

ECA/MRAG/95/INFO

Lb



ECA Multidisciplinary
Regional Advisory Group

**GROUPE MULTIDISCIPLINAIRE
DES CONSEILLERS REGIONAUX
(MRAG-CEA)**

SERVICES DISPONIBLES EN 1995

**Addis-Abeba
Mars 1995**

**COMMISSION ECONOMIQUE
DES NATIONS UNIES
POUR L'AFRIQUE**

**GROUPE MULTIDISCIPLINAIRE
DES CONSEILLERS REGIONAUX
(MRAG-CEA)**

SERVICES DISPONIBLES EN 1995

**Addis-Abeba
Mars 1995**

PROGRAMME DE TRAVAIL 1995

SECTION 20 : PROGRAMME DE COOPERATION TECHNIQUE

QU'EST-CE QUE LE MRAG?

Le Groupe multidisciplinaire des conseillers régionaux (MRAG) de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) est une équipe spéciale de conseillers de la CEA placée sous la supervision directe du Secrétaire exécutif adjoint et l'autorité d'ensemble du Secrétaire exécutif de la CEA.

Le Groupe se compose d'experts principaux. Il a pour tâche de consolider les liens existant entre les recherches et analyses menées par la CEA et leurs effets sur le développement de l'Afrique.

L'un de ses principaux objectifs est d'élaborer des solutions souples et cohérentes aux problèmes qui se posent au continent tout entier, en particulier ceux causés par la dette extérieure, l'ajustement structurel, le commerce des produits, la crise de l'énergie et la dégradation de l'environnement. Ces solutions doivent fournir aux décideurs des réponses globales tenant compte de l'ensemble des aspects techniques, économiques et de gestion des problèmes.

La diversité et la richesse de l'expérience et des compétences existant au sein du Groupe facilitent ce processus, tout en permettant aux décideurs de prendre en considération l'interdépendance qui existe entre les programmes et stratégies aux niveaux national, sous-régional et régional.

COMMENT FONCTIONNE LE MRAG?

Le Groupe multidisciplinaire des conseillers régionaux offre des services consultatifs et dispense des conseils aux Etats membres et à leurs organisations intergouvernementales. Ces services sont gratuits et peuvent être demandés à tout moment. C'est ainsi que le Groupe :

- 1) Aide les pays à traduire les politiques arrêtées au niveau régional en stratégies et programmes pratiques;
- 2) Elabore des analyses multisectorielles sur les besoins des pays et organisations africains dans les domaines prioritaires et des stratégies reposant sur un calendrier précis en vue de réaliser les objectifs dans lesdits domaines prioritaires;

3) Elabore, en relation avec les Etats membres et les groupements économiques sous-régionaux, des programmes annuels d'assistance technique multidisciplinaire;

4) Fournit, sur la base de ces programmes, des équipes pluridisciplinaires d'assistance technique aux pays africains.

Le Groupe fournit aux Etats ou organisations qui en expriment la demande, un projet d'évaluation du problème pour lequel il est consulté, un plan d'actions à mener et un cadre pour résoudre le problème ainsi que la composition de l'équipe consultative qui en aura la charge. En raison du caractère pratique de la démarche arrêtée par le Groupe, les conseils sont fournis dans des délais déterminés et de telle façon que les objectifs retenus soient atteints selon un calendrier précis. Au besoin, le Groupe fait des propositions concernant des programmes d'action, des scénarios d'investissement, etc. à mettre en oeuvre ultérieurement.

COMMENT ACCEDER AUX SERVICES DU MRAG?

Les Etats membres et les organisations intergouvernementales peuvent, de façon individuelle ou collective, solliciter les services gratuits du Groupe qu'ils pourront obtenir dans des délais rapprochés. Les demandes doivent être adressées à :

Monsieur le Secrétaire exécutif
Commission économique pour l'Afrique
ou à
Monsieur le Coordonnateur
MRAG,
B.P. 3001
Addis-Abeba
(Ethiopie)

Les demandes peuvent également être adressées au Directeur du MULPOC de la sous-région. Les adresses des MULPOC sont les suivantes :

- **MULPOC de l'Afrique de l'Ouest**
B.P. 744, Niamey (Niger)
Tél. : 722894, Télex 5407 NI.
- **MULPOC de l'Afrique centrale**
B.P. 836, Yaoundé (Cameroun)
Tél. : 231461, Télex 8441 KN.

- **MULPOC des pays des Grands Lacs**
B.P. 70, Gisenyi (Rwanda)
Tél.: 40427/8/9, Télex 601/602 RW.
- **MULPOC de l'Afrique du Nord,**
B.P. 316, Tanger (Maroc)
Tél. : 36233/34/35, Télex 33002.
- **MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe**
B.P. 306476, Lusaka (Zambie)
Tél. : 215948, Télex 44410.

DOMAINES PRIORITAIRES DU MRAG

Dans ses travaux, le Groupe privilégie l'approche pluridisciplinaire qui permet d'identifier un problème - ou une série de problèmes - dans ses ramifications les plus larges, d'adopter une méthodologie permettant de faire ressortir l'interdépendance des variables stratégiques et de construire des modèles de solutions durables, souples et cohérents.

En 1995, le Groupe fournira des services dans les domaines suivants:

- *Financement du développement, dette et flux de ressources;*
- *Développement de la statistique et des systèmes d'information;*
- *Coopération et intégration économiques;*
- *Emploi, mise en valeur des ressources humaines et planification;*
- *Energie et développement;*
- *Esprit d'entreprise, privatisation et gestion des entreprises publiques;*
- *Environnement et développement;*
- *Politiques et planification alimentaires et agricoles;*
- *Développement et promotion industriels et technologiques;*
- *Développement des systèmes d'information;*

- *Politique macro-économique et réformes;*
- *Comptabilité nationale;*
- *Administration publique et affaires fiscales;*
- *Mise en valeur des ressources en eau;*

FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT, DETTE ET FLUX DE RESSOURCES

Les services consultatifs porteront sur les questions suivantes :

- 1) L'élaboration, la mise en oeuvre et le suivi efficaces de programmes d'ajustement accompagné de transformation, notamment en ce qui concerne les aspects monétaires, fiscaux et commerciaux;
- 2) L'élaboration de "documents-cadres" nationaux pour l'ajustement accompagné de transformation, en particulier la mobilisation et l'allocation, ainsi que le développement des échanges intra-africains;
- 3) La production d'informations techniques et stratégiques et la définition d'approches efficaces permettant de mieux négocier avec les organismes internationaux et autres donateurs dans les domaines de la dette et des flux de ressources, ainsi que des politiques commerciales, budgétaires, fiscales et monétaires;
- 4) Le soutien actif aux programmes de formation des experts nationaux nécessaires à la généralisation des techniques d'élaboration, de négociation, de mise en oeuvre, d'évaluation et de suivi des programmes d'ajustement avec transformation, particulièrement dans les domaines du financement et du commerce;
- 5) L'organisation d'ateliers nationaux et sous-régionaux regroupant les responsables des différents niveaux de la structure étatique, des experts et des individus pour une plus grande efficacité en matière d'élaboration, de mise en oeuvre, et de suivi des programmes et la consolidation des échanges de données d'expérience entre les différentes couches sociales et les différents pays.

RENFORCEMENT DES SYSTEMES STATISTIQUES ET D'INFORMATION

Le programme se propose de développer la qualité, la quantité, la disponibilité et la comparabilité des statistiques et autres informations au niveau des pays de la région. En 1995, l'accent sera mis sur les domaines suivants :

1) La prestation de services consultatifs de courte durée en organisation et gestion des systèmes statistiques nationaux; l'organisation de programmes d'enquête sur les ménages; la mise en oeuvre du Système révisé de comptabilité nationale de l'ONU; et la promotion de la gestion de réseaux d'information dans la région;

2) L'octroi d'une aide en vue de mener des études pour l'évaluation des besoins et l'élaboration de stratégies concernant les systèmes statistiques nationaux et de favoriser le concours des donateurs;

3) La fourniture d'un appui technique dans l'organisation de programmes de formation, y compris de stages de formation et séminaires sur l'organisation et la gestion des systèmes statistiques nationaux, les enquêtes sur les ménages, la comptabilité nationale et les systèmes d'information;

4) La promotion de la coordination interorganisation au sein du système des Nations Unies en vue de soutenir les initiatives régionales de développement de la statistique et des systèmes d'information en Afrique en relation avec les besoins et priorités actuels de la région.

COOPERATION ET INTEGRATION ECONOMIQUE

Le programme visera essentiellement à fournir des services consultatifs et à organiser des ateliers dans les domaines suivants:

1) L'examen critique du processus d'intégration économique dans les cinq sous-régions, eu égard notamment à la rationalisation, à l'harmonisation des schémas et au développement des capacités institutionnelles et des infrastructures en vue de consolider les communautés économiques sous-régionales en tant que base du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine;

2) L'élaboration et la mise en oeuvre de programmes et de projets d'intégration économique en mettant particulièrement l'accent sur l'intégration des infrastructures physiques, institutionnelles et sociales; et l'intégration des structures de production et de commerce; l'adoption, à l'échelle de chaque communauté sous-régionale, de politiques communes dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, de l'énergie, des transports et du commerce;

3) Les aspects institutionnels, techniques et opérationnels de la coopération et de l'intégration économiques au niveau national, en mettant notamment l'accent sur les mécanismes de mise en oeuvre des programmes, protocoles, décisions et actes sous-régionaux;

4) La fourniture d'un appui fonctionnel aux rencontres, journées d'études et séminaires sur la coopération et l'intégration économiques en tenant compte du développement des capacités de gestion du processus d'intégration économique;

5) L'organisation d'ateliers spéciaux de courte durée sur la coopération et l'intégration économiques à la fois au niveau des ministères africains des affaires étrangères et des écoles de diplomatie en vue de promouvoir le Traité d'Abuja en particulier et le développement régional d'une façon générale, ce qui permettra aux diplomates d'affronter efficacement les défis du développement à l'échelle régionale qui constituent un aspect important de la "diplomatie économique".

EMPLOI, MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES ET PLANIFICATION

Le programme porte essentiellement sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines au sens le plus large. En 1995, l'accent sera mis sur la prestation de services en matière de constitution et de consolidation de capacités en vue de l'élaboration et de la mise en oeuvre de politiques, programmes et plans dans le domaine de l'emploi. Le sous-programme traitera en toute priorité les questions suivantes :

- 1) Les programmes créateurs d'emplois, en particulier pour les femmes, les jeunes et les communautés rurales;
- 2) Les politiques et plans favorisant la création d'emplois, notamment dans le secteur rural/agricole et le secteur urbain informel;
- 3) La formation des planificateurs et des professionnels du secteur dans les techniques et approches réalistes de la planification de l'emploi;
- 4) Les mesures permettant une utilisation optimale des ressources humaines en atténuant, par exemple, l'exode des compétences et ses effets sur les économies africaines;
- 5) Les mesures permettant la mise en place et le renforcement des capacités en matière de création d'emplois et de formation professionnelle.

ENERGIE ET DEVELOPPEMENT

Les services consultatifs qui seront fournis sur demande à partir de 1995 devraient contribuer à renforcer la coopération et l'intégration en matière de mise en valeur et d'utilisation durables des ressources énergétiques.

Les services consultatifs porteront en particulier sur les aspects ci-après :

- 1) L'intégration de la politique énergétique, de la planification et du développement dans ce domaine;
- 2) La rédaction de notes de synthèse sur les problèmes et options énergétiques en Afrique;

3) Les travaux de recherche sur l'intégration de la politique énergétique, de la planification et du développement, débouchant sur des analyses globales et une utilisation rationnelle des ressources énergétiques conformément aux domaines prioritaires du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, du Plan d'action de Lagos, et des stratégies à délai déterminé, en vue de l'approvisionnement et de l'utilisation rationnelle de ces ressources énergétiques;

4) La planification et le service de cours et de stages de formation sur les questions énergétiques et les problèmes que connaissent les pays africains dans ce domaine.

ESPRIT D'ENTREPRISE, PRIVATISATION ET GESTION DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Les services consultatifs seront centrés sur les questions suivantes :

1) La définition de stratégies et politiques pertinentes de promotion du secteur privé et d'amélioration de la gestion des entreprises publiques;

2) L'assistance aux Etats membres dans l'élaboration et l'application de modules de formation sur la privatisation, l'esprit d'entreprise, la réforme et la gestion des entreprises publiques, ainsi que dans la formation des spécialistes qui seront chargés de l'application des politiques de privatisation et des gestionnaires des entreprises publiques;

3) L'assistance aux Etats membres dans la mise en oeuvre méthodique des politiques de privatisation, en proposant des lignes directrices et des améliorations au fonctionnement des entreprises;

4) L'assistance aux Etats membres dans la mise au point d'un système d'indicateurs de rendement des entreprises publiques et de formation à l'utilisation de ce système;

5) L'assistance technique et l'appui aux séminaires et ateliers nationaux, sous-régionaux et régionaux consacrés à l'esprit d'entreprise, à la privatisation, et à la gestion des entreprises publiques;

6) La fourniture de services consultatifs en vue du renforcement des institutions nationales, sous-régionales et régionales de formation et de recherche sur les questions relatives à l'amélioration de la gestion des entreprises publiques, à la privatisation, et à la promotion de l'esprit d'entreprise.

ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT

Les services consultatifs concernent :

- 1) L'intégration de la dimension écologique dans la planification socio-économique et le processus de développement;
- 2) La gestion durable des ressources foncières de l'Afrique (sols, forêts et ressources en eau);
- 3) La promotion de la coopération et de l'intégration sous-régionales et régionales, en particulier dans le domaine du droit de l'environnement, de la mise en valeur et de l'exploitation des ressources naturelles communes;
- 4) Le renforcement des capacités dans le domaine de l'environnement, grâce à l'éducation et à la formation, en particulier en matière d'analyse et d'utilisation de nouveaux outils économiques, tels que l'étude d'impact sur l'environnement;
- 5) La promotion de la recherche sur la science et la technologie, en mettant l'accent sur la mise au point de technologies locales et l'adoption de technologies étrangères appropriées.

POLITIQUES ET PLANIFICATION AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Au cours de l'année 1995, la partie du programme consacrée à l'alimentation et à l'agriculture sera essentiellement centrée sur la fourniture de services consultatifs et l'organisation d'ateliers dans les domaines suivants :

- 1) Examen des programmes actuels d'ajustement structurel, en mettant l'accent sur l'agriculture et le commerce, et élaboration de propositions de projets relatives au développement du commerce et des investissements dans le secteur agricole;
- 2) Elaboration de propositions et de projets en vue de la mise en place de mécanismes permettant de comprendre les collectivités locales et de communiquer avec elles, afin de surmonter les principaux problèmes techniques et écologiques rencontrés dans les activités menées pour accroître la production alimentaire;
- 3) Elaboration de projets pour la mise en place d'un système informatisé pour le stockage et la diffusion de données nationales relatives aux politiques agricoles;
- 4) Elaboration de projets et programmes nationaux en vue de transformer l'aide alimentaire d'urgence pour le court terme en activités de promotion à long terme de l'alimentation et de l'agriculture;

5) Organisation d'ateliers à l'intention des responsables de petites et moyennes entreprises agricoles, afin que ces derniers comprennent mieux le fonctionnement des marchés internationaux auxquels ils ont affaire.

PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ET DE PROMOTION INDUSTRIELS ET TECHNOLOGIQUES

Durant l'année 1995, le programme mettra l'accent sur la fourniture de services consultatifs, l'assistance technique et la formation dans les domaines suivants :

- 1) Renforcement des capacités en vue de l'élaboration de programmes, plans et stratégies industriels, ainsi que de l'adaptation, de l'acquisition et du transfert de technologies;
- 2) Assistance dans la formulation, la mise en oeuvre et le suivi des politiques et programmes nationaux relatifs à la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique (IDDA);
- 3) Offre de services consultatifs pour, entre autres, la réalisation d'études de faisabilité et d'études techniques, la mobilisation de ressources au profit des organismes d'Etat, tels que les organisations de développement des petites industries et des entreprises des pays africains;
- 4) Promotion du financement des petites et moyennes industries, grâce à des missions entreprises par les institutions financières bilatérales et multilatérales, les pays donateurs et les pays africains bénéficiaires.

DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES D'INFORMATION

Le programme a pour objectif de renforcer les compétences et les moyens des pays africains ainsi que des institutions nationales, sous-régionales et régionales africaines en matière d'information et de fournir une assistance dans la mise au point de systèmes et réseaux d'information viables.

Pour l'année 1995, il s'agira en particulier :

- 1) De promouvoir l'utilisation des services d'information pour le développement et des nouvelles technologies de traitement et de diffusion de l'information;
- 2) D'appuyer les pays africains dans le perfectionnement des moyens en matière de traitement, de stockage et d'échange de l'information, grâce à une plus grande utilisation de l'ordinateur et des réseaux électroniques;

3) D'organiser des missions d'évaluation des besoins et des ateliers en vue de la mise en place de systèmes d'information sectoriels nationaux, sous-régionaux et régionaux, et de bases de données et réseaux pour soutenir les activités de recherche et la planification du développement;

4) D'analyser et d'évaluer les activités concernant l'information, les projets et programmes nationaux, sous-régionaux ou régionaux relatifs à l'information, et de soumettre des recommandations aux autorités compétentes;

5) D'élaborer et d'évaluer les politiques nationales relatives à l'information, pour examen et adoption par les autorités compétentes des Etats membres;

6) de mettre au point des normes et des règles en vue de l'harmonisation des activités relatives à la documentation et à l'information, ainsi que des techniques de gestion de données informatiques.

POLITIQUE MACRO-ECONOMIQUE ET REFORMES

Pour l'année 1995, les programmes macro-économiques et les réformes seront axés sur la fourniture de services consultatifs, l'organisation de stages et de séminaires de formation dans les domaines suivants :

1) Etude de l'impact socio-économique des programmes actuels d'ajustement structurel et de stabilisation, en mettant l'accent sur les nouvelles orientations de la gestion macro-économique et la définition de stratégies de développement différentes, en vue d'une transformation socio-économique accélérée et d'un développement durable;

2) Assistance aux pays africains et aux organisations intergouvernementales qui les regroupent en vue de l'exécution, du suivi et de l'évaluation efficaces des programmes de réformes permettant d'atteindre les objectifs de l'ajustement structurel, de la transformation socio-économique et d'instaurer un développement durable;

3) Elaboration de modèles macro-économiques et sectoriels spécifiques susceptibles d'être utilisés par les experts nationaux dans l'analyse et l'évaluation des différents moyens d'intervention, agencement et dosage de ces modèles, en vue de regrouper les «documents-cadres nationaux de politique économique»;

4) Fourniture de services d'experts régionaux et sous-régionaux qui mèneront des études de politique générale contenant des informations techniques et stratégiques pertinentes sur les différentes approches de négociation judicieuse des programmes d'ajustement structurel et de stabilisation avec les donateurs bilatéraux et multilatéraux;

5) Organisation de stages et séminaires régionaux et sous-régionaux de formation à l'intention des responsables des différents niveaux de la structure étatique, des experts et des différents acteurs de la vie socio-économique, pour une plus grande efficacité en matière de conception, d'exécution, de suivi et d'évaluation des programmes, et la consolidation des échanges de données d'expérience entre les acteurs des différents secteurs de l'activité socio-économique et les responsables d'une part, et entre différents pays et organisations intergouvernementales d'autre part.

COMPTABILITE NATIONALE

Des services consultatifs seront fournis dans les domaines prioritaires suivants :

- 1) Amélioration de la comptabilité nationale et des statistiques y afférentes, notamment application dans les pays du Système de comptabilité nationale (SCN) de 1993;
- 2) Assistance dans l'organisation et le service de séminaires de formation sur la comptabilité nationale, aux niveaux régional, sous-régional et national;
- 3) Assistance dans l'application générale du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90;
- 4) Assistance, en particulier dans le développement des statistiques et de la comptabilité nationale dans les pays d'Afrique du Nord.

ADMINISTRATION PUBLIQUE ET AFFAIRES FISCALES

Des missions consultatives et de formation seront effectuées en vue :

- 1) De l'amélioration de l'efficacité de la fonction publique, des entreprises publiques, et des organismes publics décentralisés;
- 2) Du renforcement des institutions nationales et sous-régionales de formation et de recherche opérant dans le domaine de l'amélioration de l'administration publique et de la gestion;
- 3) De la conception de programmes et projets en vue de soutenir les efforts des Etats membres et des organisations intergouvernementales en matière de réformes institutionnelles et de transformation structurelle;
- 4) De la fourniture d'une assistance technique et de soutien aux séminaires et stages nationaux, sous-régionaux et régionaux de formation à l'intention des organismes publics et semi-publics, sur le renforcement des institutions et des capacités humaines dans le cadre de l'ajustement structurel et de la transformation;

5) De la collaboration avec les organismes compétents en matière de mise au point de questionnaires et d'outils de sondage susceptibles d'être utilisés lors d'enquêtes d'opinion sur l'efficacité de certains services publics.

MISE EN VALEUR DES RESSOURCES EN EAU

Des services seront fournis dans les domaines ci-après :

1) Promotion de la coopération régionale et sous-régionale en vue du renforcement des capacités et moyens d'exploration, d'exploitation, de mise en valeur et de gestion des ressources en eau de l'Afrique;

2) Missions et ateliers d'étude et d'évaluation en vue d'aider les Etats membres à définir et à mettre au point leurs plans directeurs;

3) Appui aux organisations de mise en valeur de bassins fluviaux en vue de l'élaboration de politiques et stratégies régionales et sous-régionales d'exploitation durable des ressources en eau;

4) Etude et évaluation des activités relatives aux ressources en eau, des programmes et projets de préservation des ressources en eau des Etats membres et des organisations sous-régionales et régionales, et formulation de recommandations à l'intention des autorités compétentes;

5) Réalisation d'études techniques sur les problèmes relatifs aux ressources en eau dans les Etats membres, en vue de leur proposer des solutions;

6) Mise au point de mécanismes/modalités et d'approches efficaces, pour la coordination et l'harmonisation de la diffusion de l'information relative aux ressources en eau auprès des Etats membres et des organisations intergouvernementales;

7) Appui à l'organisation de campagnes régionales et nationales pour la préservation et l'utilisation rationnelle des ressources en eau;

8) Appui aux Etats membres et à leurs organisations intergouvernementales dans l'organisation de cours et stages de formation en vue du renforcement des capacités;

9) Appui aux Etats membres et à leurs organisations intergouvernementales dans la tenue de réunions et séminaires techniques, en vue de susciter et de promouvoir le dialogue entre eux.